

Lyon, le 28 septembre 2023

Section française du Lyon-Turin : quatre mois pour ne pas rater le dernier train de financements européens

La Commission de Bruxelles a ouvert cette semaine un nouvel appel à projets au titre du Mécanisme pour l'Interconnexion en Europe (MIE), l'outil européen de financements des infrastructures stratégiques de transport.

Les pays membres de l'UE ont jusqu'au 30 janvier 2024 pour déposer leurs dossiers de demande de subventions. L'enveloppe des crédits proposée s'élève à 7 Mds d'euros. En cohérence avec les objectifs climatiques de l'European Green Deal, ces financements visent en priorité les infrastructures de mobilités durables (rail, fluvial, maritime...) et en particulier les liaisons transfrontalières.

« Comme la Commission l'a régulièrement confirmé, cet appel à projets coche toutes les cases pour un cofinancement européen jusqu'à 50% des quelque 150 M€ nécessaires à la conduite des indispensables études d'Avant Projet Détaillé (APD) de la section française du Lyon-Turin » souligne Jacques GOUNON, Président du Comité pour la Transalpine.

« A Bruxelles, à Rome et dans les territoires concernés d'Auvergne-Rhône-Alpes, personne ne comprendrait que la France, qui accuse d'inquiétants retards sur sa section nationale, ne sollicite pas ces financements qui nous tendent les bras ».

La Transalpine avait activement plaidé en 2022 pour que la France se positionne sur l'appel à projets lancé par Bruxelles l'année dernière, ce qu'elle n'avait malheureusement pas fait. L'Italie avait au contraire saisi cette opportunité et obtenu une première tranche de subventions de 44,5 M€ pour réaliser ses voies d'accès au tunnel sous les Alpes en cours de creusement.

Avec le nouveau train de subventions que vient d'annoncer Bruxelles, se profile la **dernière opportunité significative pour la France de profiter de fonds européens** permettant de faire avancer les accès français du Lyon-Turin.

L'enveloppe globale du MIE Transport (26,5 Mds€ sur la programmation 2021-2027) sera en effet quasiment consommée une fois passé ce nouveau train de financements. Les prochains appels à projets jusqu'en 2027 porteront sur des montants de subventions beaucoup plus réduits. **Pourquoi la France se priverait-elle de financements européens massifs au service d'une vraie démarche de transition environnementale ?**

C'est dans ce contexte d'urgence que, suite aux déclarations du ministre des Transports Clément Beaune, l'Etat et les collectivités locales concernées négocient actuellement leur participation respective au financement des études APD de la section française du Lyon-Turin.

Préalable indispensable au lancement des travaux, les études d'ingénierie APD et les procédures d'insertion technico-environnementales sont essentielles pour définir avec précision le projet de voies nouvelles à aménager depuis la métropole lyonnaise jusqu'à l'entrée du tunnel transfrontalier en Savoie.

Conduit par le maître d'ouvrage public franco-italien TELT, le chantier du tunnel international sous les Alpes (20% du projet global déjà réalisés) sera livré à l'horizon 2032, en même temps que les voies d'accès côté italien.

